

# Le 28 septembre

# Luttons pour le droit

# à l'IVG

Si la loi du 8 mars 2024 inscrit dans la Constitution la « liberté garantie à la femme de recourir à l'interruption volontaire de grossesse », elle ne lève pas pour autant tous les obstacles à l'IVG. Le délai de 14 semaines reste largement inférieur à celui 24 semaines en vigueur au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas. La clause de conscience, inexistante en Suède et en Finlande est maintenue, quand le manque de moyens et les offensives des droites remettent en cause le droit de chacun-e à disposer de son corps.

Union  
syndicale  
**Solidaires**

**éducation**  
**SUD 93**

## Un droit entravé par le manque de moyens

L'avortement est fragilisé depuis des décennies en France  
à cause de la baisse des moyens alloués par les pouvoirs  
publics.

Le Planning familial estime que 130 centres IVG ont été fermés ces quinze dernières années, ce qui crée de grandes inégalités dans l'accès à l'IVG selon le lieu de résidence.

En Seine-Saint-Denis, 40% des établissements étaient l'année dernière sans médecine scolaire ou infirmier-e. Force est de constater que c'est toujours le cas à la rentrée. Depuis le 26 février 2024, la mobilisation en faveur du Plan d'urgence réclame pourtant la création de postes dans les pôles médico-sociaux. Ils sont nécessaires pour renforcer l'accès à l'information et à la contraception pour prévenir les grossesses précoces. Chaque année, ce sont 1000 adolescent-es de 12 à 14 ans qui tombent enceinte.

SUD Education demande en outre à ce que la formation aux techniques d'avortement et à l'accompagnement fasse partie intégrante de la formation initiale des professionnel-les de santé de l'éducation nationale et à ce que L'éducation aux sexualités soit effective dans tous les établissements scolaires du département.



SUD éducation 93 -  Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11 rue Génin, 93200 Saint-Denis  
 01 55 84 41 40 / 06 88 66 47 23  [contact@sudeducation93.org](mailto:contact@sudeducation93.org)

# Un droit menacé par la coalition des droites

En plus du manque de moyens, ce sont les droites qui menacent ce droit fondamental. Macron appelait il y a quelques mois à un « réarmement démographique », enfermant ainsi les femmes dans une fonction procréatrice, quand le gouvernement Barnier marque un tournant réactionnaire. La composition annoncée le 21 septembre fait place à une pléthore de ministres ayant soutenu la Manif pour tous et la proposition de loi transphobe visant à restreindre l'accès des personnes transgenres mineures aux traitements hormonaux et médicaux. Parmi eux, cinq s'étaient aussi opposés ou abstenus lors du vote sur l'inscription dans la Constitution du droit à l'IVG. Cela est d'autant plus inquiétant que les jeunes hommes trans sont exclus de la constitutionnalisation de l'IVG et que la transphobie est elle aussi à l'origine d'un manque d'accès à l'information et aux soins entraînant des grossesses précoces.

Le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, était opposé au mariage pour toutes. Il a voté contre la constitutionnalisation de l'IVG et l'interdiction des thérapies de conversion, mais pour la proposition de loi interdisant les transitions médicales pour les mineur-es. Quant à la secrétaire d'État à la consommation, Laurence Garnier, elle a voté contre le mariage pour toutes et s'est opposée au financement d'un festival LGBT.

Patrick Hetzel, ministre de l'enseignement supérieur, comme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, ont voté contre la PMA, le mariage pour toutes et l'inscription de l'IVG dans la constitution. Le secrétaire d'état chargé de la citoyenneté et de la lutte contre les discriminations, Othman Nasrou, était opposé au mariage pour toutes. Il faut noter qu'Agnès Canayer est à la charge du ministère de LA Famille et de la petite enfance, et non plus DES familles. L'intitulé au singulier confirme encore plus la vision conservatrice et réductrice du gouvernement Barnier. Elle aussi s'est abstenue de voter en faveur de l'extension de la "PMA pour toutes" ; elle critiquait la mise en constitution de l'IVG. Enfin, et nous nous arrêtons ici car au moins 12 ministres du nouveau gouvernement se sont positionné-es contre certaines avancées progressistes, la ministre du travail, Astrid Panosyan-Bouvet a publiquement affiché son soutien aux militantes anti-trans Dora Moutot et Marguerite Stern.

La France est donc désormais gouvernée par une majorité de défenseur·euses de la famille et des valeurs traditionnelles, à tel point que même Gabriel Attal se sente tenu d'exiger des garanties « qu'il n'y aura pas de retour en arrière sur la PMA, le droit à l'IVG, les droits LGBT. » Le constat est alarmant.

.....

**Nous appelons donc à nous mobiliser  
le 28/09, journée internationale pour le droit à  
l'avortement !**

**Départ samedi 14h à Port-Royal**

SUD éducation 93 -  Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11 rue Génin, 93200 Saint-Denis  
 01 55 84 41 40 / 06 88 66 47 23  [contact@sudeducation93.org](mailto:contact@sudeducation93.org)